

13/05/11

**Discours de Jean-Pierre Thébault, Ambassadeur délégué à l'environnement,  
Chef de la délégation française à la Commission du Développement Durable**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire Général,

Rio doit faire la différence ! Cet appel du Brésil est aussi celui de la société civile dans toutes ses composantes. Rio suscite un énorme espoir. A nous, à notre dialogue de prouver que nous y sommes prêts.

Comme souligné par la Colombie, Rio+20 ne doit pas être qu'un discours politiques, mais apporter des résultats et comme l'a souligné la Chine, nous connaissons les lacunes, notamment celles des instruments.

Nous devons être capable de prendre des décisions et ce, dans les trois domaines qui sont étroitement liés.

Sur l'économie verte, l'enjeu est celui d'une plus forte croissance au service du développement et de la lutte contre la pauvreté, mais aussi d'une meilleure croissance qui tire les leçons des crises que nous avons connues et des solutions nouvelles qui émergent.

Pour ce faire, nous devons notamment mettre en place de nouveaux indicateurs de la croissance. Nous devons concevoir des stratégies adaptées aux spécificités de chaque pays, nous devons avoir une véritable dynamique du développement durable pleinement reconnu, y compris au niveau institutionnel, comme une exigence prioritaire.

Cela nous conduit à l'autre grand sujet de Rio, la gouvernance internationale du développement durable, et ses deux composantes inséparables. Depuis vingt ans, nous savons l'urgence du développement durable. Mais rien dans nos institutions, dans nos quotidiens ne reflète cet enjeu.

Le développement durable, c'est trois piliers. Pourtant, seuls deux sont véritablement créés, l'économique et le social, même si cela n'a pas encore été fait de manière idéalement satisfaisante, notamment pour le pilier social. Par contre, il n'y pas encore de pilier environnemental, mais une nébuleuse de 500 accords, sans gouvernance d'ensemble.

Ce constat est bien connu. Il a déjà été dressé de manière éloquente par le corps commun d'inspecteurs des Nations Unies en 2008. Nous connaissons la solution qui a déjà fait l'objet de consultations ici, aux Nations Unies, sous la conduite éclairée du Mexique et de la Suisse.

Le temps est venu maintenant de prendre nos responsabilités et de mettre nos actes en accord avec nos décisions. Une organisation des Nations Unies pour l'environnement, souple, fonctionnant en réseau, fondée sur l'actuel PNUE, et bien évidemment basé en Afrique, ce continent qui a tant à nous offrir en terme de sagesse mais aussi d'éclairage sur les défis, est la seule solution. Celle qui suscitera une prise de conscience transversale, celle qui permettra une véritable participation de tous les pays, celle qui permettra de se concentrer efficacement sur les sujets qui ne sont pas traités à New York ou pas traités du tout comme le renforcement des capacités, le transfert de technologie, la mobilisation de nouvelles ressources. Enfin, la

solution qui devra être l'occasion d'une gouvernance élargie, renouvelée, étendue aux ONG, aux entreprises et aussi aux autorités locales dont le rôle est essentiel. Ce résultat est possible à Rio, et en être l'un des succès les plus marquants.

Cette nouvelle organisation est l'une des clefs pour pousser le développement durable au véritable niveau qui est le sien dans le cadre d'une nouvelle gouvernance internationale. Si les trois piliers existent enfin, leur toit commun, un toit solide, réel, est possible.

En même temps que nous créerons une organisation de l'environnement, nous devons être ambitieux pour la CDD et au-delà de l'ensemble du système des Nations Unies. Serait-il aberrant que l'un des organes majeurs de la Charte, aujourd'hui officiellement consacré seulement à l'économie et au social, l'ECOSOC, reconnaisse que l'environnement est sa troisième dimension manquante et que ce serait à ce niveau élevé que le développement durable doit être traité, avec toute l'autorité nécessaire? Appuyé sur une Commission du développement Durable chargé de préparer ses travaux, sa prise de décision de manière efficace éclairée par une large association de toutes les composantes de la société civile.

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Général, Rio suscite une forte attente. Nous n'avons pas d'autre choix que d'être ambitieux. Sachons aller au-delà de nos réticences traditionnelles. C'est en tout cas la volonté de la France.

Merci.